

# **Ordonnance sur le système central d'information sur les visas et sur le système national d'information sur les visas (Ordonnance OVIS)**

du ...

---

*Le Conseil fédéral suisse,*

vu les art. 98b, al. 3, et 109e, de la loi fédérale du 16 décembre 2005 sur les étrangers (LEtr)<sup>1</sup>,

*arrête:*

## **Chapitre 1 Objet et définitions**

### **Art. 1**            Objet

La présente ordonnance règle:

- a. la responsabilité du système national d'information sur les visas et de son architecture;
- b. les droits d'accès et les compétences des autorités concernant le système national d'information sur les visas;
- c. les droits d'accès des autorités concernant le système central d'information sur les visas (C-VIS);
- d. la procédure de transmission de données du C-VIS par le point d'accès central aux autorités autorisées visées aux articles 15 et 16;
- e. le traitement et la durée de conservation des données;
- f. les droits des personnes concernées;
- g. la sécurité des données, le rôle des conseillers à la protection des données et la surveillance du traitement de données;
- h. l'autocontrôle et les modalités d'application des sanctions.

### **Art. 2**            Définitions

Dans la présente ordonnance, on entend par:

RS .....

<sup>1</sup>    RS **142.20**

- a. *N-VIS*: application nationale qui transfère les données saisies en application du règlement (CE) n° 767/2008 (règlement VIS)<sup>2</sup> au C-VIS et qui permet l'accès aux données du C-VIS;
- b. *Etat tiers*: tout Etat qui n'est membre ni de l'Union européenne (UE) ni de l'Association européenne de libre échange (AELE) à l'exception du Liechtenstein.
- c. *Etat Schengen*: Etat lié par un des accords d'association à Schengen; ces accords figurent à l'annexe I, ch. 1;
- d. *Etat Dublin*: Etat lié par un des accords d'association à Dublin; ces accords figurent à l'annexe I, ch. 2.

## Chapitre 2

### Responsabilité et architecture du système national d'information sur les visas, Bureau VISION et VIS-Mail

#### Art. 3 Responsabilité du système national d'information sur les visas

<sup>1</sup> L'Office fédéral des migrations (ODM) est responsable du système national d'information sur les visas.

<sup>2</sup> Il fixe notamment les mesures nécessaires pour garantir la protection et la sécurité des données dans un règlement de traitement.

#### Art. 4 Architecture du système national d'information sur les visas et transfert de données

<sup>1</sup> Le système national d'information sur les visas contient les données relatives à chaque demande de visas recevable, classifiées conformément à l'annexe 2.

<sup>2</sup> Les données saisies conformément au règlement VIS CE<sup>3</sup> sont transférées de manière automatisée au C-VIS par l'intermédiaire du N-VIS.

<sup>3</sup> Toute modification ou effacement des données saisies conformément au règlement VIS CE est transféré de manière automatisée au C-VIS par l'intermédiaire du N-VIS.

<sup>4</sup> Le règlement de traitement au sens de l'art. 3, al. 2, régit notamment le transfert des données du système national d'information sur les visas via le N-VIS au C-VIS.

#### Art. 5 Bureau VISION

<sup>1</sup> Le bureau VISION de l'ODM reçoit et transmet des demandes de consultation au sens de l'art. 16 du règlement VIS CE<sup>4</sup> et de l'art. 22 du règlement (CE) n°

<sup>2</sup> Règlement (CE) n° 767/2008 du Parlement européen et du Conseil du 9 juillet 2008 concernant le système d'information sur les visas (VIS) et l'échange de données entre les États membres sur les visas de court séjour (règlement VIS), JO L 218 du 13.8.2008, p. 60; règlement modifié par le règlement (CE) n° 810/2009, JO L 243 du 15.9.2009, p.1.

<sup>3</sup> Cf. note de bas de page relative à l'art. 2, let. a.

810/2009<sup>5</sup> (code des visas CE); il envoie la demande de consultation accompagnée du numéro de la demande au C-VIS, en indiquant le ou les Etats Schengen à consulter.

<sup>2</sup> Cette procédure vaut également pour l'échange d'information concernant la délivrance de visas à validité territoriale limitée, pour la transmission d'autres messages dans le cadre de la coopération consulaire, ainsi que pour les demandes de transmission de documents liés à la demande de visa, ou de copies électroniques de ces documents conformément à l'art. 16, par. 3, du règlement VIS CE.

<sup>3</sup> Le Bureau VISION communique à l'aide de l'application VISION et du VIS Mail.

#### **Art. 6** VIS-Mail

<sup>1</sup> Le mécanisme de communication VIS-Mail permet la transmission d'informations entre États à l'égard desquels le règlement VIS CE<sup>6</sup> est entré en vigueur, via l'infrastructure du système d'information sur les visas.

<sup>2</sup> Le VIS-Mail peut être utilisé pour communiquer les types d'informations suivants:

- a. messages concernant la coopération consulaire et les demandes de pièces justificatives,
- b. messages concernant des données inexactes,
- c. nationalité d'un État membre acquise par un demandeur.

### **Chapitre 3 Saisie des données par les autorités chargées des visas**

#### **Art. 7** Saisie des données

<sup>1</sup> Lorsqu'une demande de visa est recevable au sens de l'art. 19 du code des visas CE<sup>7</sup>, les autorités compétentes en matière de visas saisissent les catégories de données I, puis en fonction du déroulement de la procédure, les catégories de données II à VI, qui figurent dans l'annexe 2 ci-jointe, conformément aux art. 8 à 14 du règlement VIS CE<sup>8</sup>. Ces données sont transférées au C-VIS conformément à l'art. 4, al. 2.

<sup>2</sup> Les autorités compétentes en matière de visas saisissent en outre la catégorie de données VII de l'annexe 2. Ces données ne sont pas transférées au C-VIS.

<sup>4</sup> Cf. note de bas de page relative à l'art. 2, let. a.

<sup>5</sup> Règlement CE n° 810/2009 du Parlement européen et du conseil du 13 juillet 2009 établissant un code communautaire des visas (code des visas), JO L 243 du 15.09.2009, p. 1.

<sup>6</sup> Cf. note de bas de page relative à l'art. 2, let. a.

<sup>7</sup> Cf. note de bas de page relative à l'art. 5, al. 1.

<sup>8</sup> Cf. note de bas de page relative à l'art. 2, let. a.

**Art. 8** Saisie en cas de représentation d'un autre Etat

<sup>1</sup> L'autorité suisse indique dans le système, lorsqu'elle saisit les données relatives à une demande de visa en tant que représentante d'un autre Etat, l'identité de l'Etat Schengen représenté.

<sup>2</sup> La même indication est faite en cas d'octroi du visa, d'interruption de la demande, de refus d'un visa, de révocation, d'annulation ou de prolongation d'un visa.

**Art. 9** Propriétaire des données

<sup>1</sup> L'autorité suisse compétente en matière de visas est propriétaire des données qu'elle a saisies lors du dépôt d'une demande de visa.

<sup>2</sup> Elle reste propriétaire des données saisies au moment de la décision d'octroi d'un visa, ou de la prolongation du visa.

<sup>3</sup> L'autorité qui copie les empreintes digitales figurant dans un dossier de demande du C-VIS devient propriétaire du nouveau dossier ainsi créé.

<sup>4</sup> Un seul Etat est propriétaire des dossiers de demande liés au sens de l'art. 8, par. 4 du règlement VIS CE<sup>9</sup>. Seul cet Etat est autorisé à créer ou à modifier des liens créés entre les différents membres du groupe.

<sup>5</sup> Seul l'Etat propriétaire d'un dossier de demande de visa est autorisé à lier celui-ci à un ou plusieurs autres dossiers du demandeur concerné, ou à supprimer ces liens.

**Chapitre 4 Droit d'accès en ligne****Art. 10** Accès au système national d'information sur les visas (art. 109c LETr)

<sup>1</sup> Afin d'accomplir leurs tâches, les services suivants peuvent accéder en ligne aux données du système national d'information sur les visas:

- a. auprès de l'ODM:
  1. la division Admission et Séjour: dans le cadre de ses tâches liées au domaine des visas, des documents de voyage et d'identification,
  2. le domaine de direction Asile et Retour: dans le cadre de l'examen des demandes d'asile,
  3. le service des dossiers: dans un but d'archivage,
  4. la section informatique et statistique: afin d'établir des statistiques sur les visas,
  5. la division Admission et marché du travail afin d'examiner les demandes relevant du droit des étrangers;
- b. les postes frontière des polices cantonales et le Corps des gardes-frontière: pour qu'ils puissent procéder aux contrôles d'identité et à l'établissement de visas exceptionnels;

<sup>9</sup> Cf. note de bas de page relative à l'art. 2, let. a.

- c. les représentations suisses à l'étranger et la mission suisse auprès de l'ONU à Genève: pour qu'elles puissent procéder à l'examen des demandes de visa;
- d. le Secrétariat d'Etat, la Direction politique et les affaires consulaires de la Direction des ressources du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE): pour qu'ils puissent procéder à l'examen des demandes de visa et des recours relevant de la compétence du département;
- e. la Centrale de compensation: pour qu'elle puisse procéder à l'examen des demandes de prestations ainsi qu'à l'attribution et à la vérification des numéros d'assurés AVS;
- f. auprès de l'Office fédéral de la police (fedpol):
  - 1. le Service juridique: pour décider de mesures d'éloignement pour sauvegarder la sûreté intérieure et extérieure de la Suisse conformément à la loi fédérale du 21 mars 1997 instituant des mesures visant au maintien de la sûreté intérieure (LMSI)<sup>10</sup>,
  - 2. le service chargé de la gestion du RIPOL: pour l'identification des personnes dans le cadre du contrôle des saisies RIPOL au sens de l'ordonnance RIPOL du 15 octobre 2008<sup>11</sup>,
  - 3. les services chargés de la correspondance Interpol et la centrale d'engagement: pour l'identification des personnes dans le cadre de tâches relatives à l'échange intercantonal et international d'informations policières, notamment dans le cadre de la coopération avec l'office européen de police (Europol),
  - 4. les services compétents de la Police judiciaire fédérale: pour l'identification des personnes dans le cadre de l'échange d'informations de police, ainsi que lors d'enquêtes de la police de sûreté et de la police judiciaire ainsi que dans le domaine de l'échange intercantonal et international d'informations policières,
  - 5. le service compétent en matière de documents d'identité et de recherches de personnes disparues: pour les recherches concernant la résidence des personnes,
  - 6. le service chargé de la gestion d'AFIS: pour l'identification de personnes au sens de l'art. 102, al. 1, LEtr,
  - 7. le service en charge du Bureau de communication en matière de blanchiment d'argent: en vue de l'identification des personnes et de leur statut légal en relation avec ses obligations légales de lutte contre le blanchiment d'argent, la criminalité organisée et le financement du terrorisme selon l'art. 23 de la loi fédérale du 10 octobre 1997 sur le blanchiment d'argent<sup>12</sup>;
- g. les autorités cantonales et communales chargées des questions relatives aux étrangers et les autorités cantonales de police: pour qu'elles puissent accomplir les tâches qui leur incombent dans le domaine des étrangers;

<sup>10</sup> RS 120

<sup>11</sup> RS 361.0

<sup>12</sup> RS 955.0

- h. les offices de l'état civil et leurs autorités de surveillance, ainsi que l'Office fédéral de l'état civil: afin de vérifier la légalité du séjour en Suisse des fiancés qui ne sont pas citoyens suisses et de communiquer à l'autorité compétente l'identité des fiancés qui n'ont pas établi la légalité de leur séjour;
- i. la Division de l'entraide judiciaire internationale de l'Office fédéral de la justice: en relation avec la procédure d'entraide judiciaire conformément à la loi fédérale du 20 mars 1981 sur l'entraide pénale internationale<sup>13</sup>;
- j. le Service de renseignement de la Confédération: pour l'examen de mesures d'éloignement pour sauvegarder la sûreté intérieure et extérieure de la Suisse conformément à la LMSI.
- k. le Tribunal administratif fédéral: pour l'instruction des recours conformément à la LEtr.

<sup>2</sup>Les droits d'accès sont réglés à l'annexe 2.

**Art. 11** Consultation en ligne du C-VIS (art. 109a LEtr)

<sup>1</sup> Afin d'accomplir leurs tâches, les services suivants peuvent consulter en ligne les données du C-VIS:

- a. auprès de l'ODM:
  - 1. la division Admission et Séjour: dans le cadre de ses tâches liées au domaine des visas,
  - 2. les sections Dublin de l'ODM, de même que les collaborateurs des centres d'enregistrements et de procédure: dans le but de déterminer quel est l'Etat Dublin responsable de l'examen d'une demande d'asile,
  - 3. le domaine de direction Asile et Retour: dans le but de procéder à l'examen des demandes d'asile sur lesquelles la Suisse doit statuer;
  - 4. la section informatique et statistique: afin d'établir des statistiques sur les visas conformément à l'art. 17 du règlement VIS CE<sup>14</sup>;
- b. les postes frontière des polices cantonales et le Corps des gardes-frontière: pour qu'ils puissent procéder à l'établissement de visas exceptionnels;
- c. les représentations suisses à l'étranger et la mission suisse auprès de l'ONU à Genève: pour qu'elles puissent procéder à l'examen des demandes de visa;
- d. le Secrétariat d'Etat et la Direction politique du DFAE: pour qu'ils puissent procéder à l'examen des demandes de visa relevant de la compétence du département;

<sup>13</sup> RS 351.1

<sup>14</sup> Cf. note de bas de page relative à l'art. 2, let. a.

- e. le Corps des gardes-frontière et les autorités cantonales de police compétentes:
    - 1. pour effectuer le contrôle aux frontières extérieures Schengen et sur le territoire suisse,
    - 2. pour procéder à la vérification de l'identité du détenteur de visa, ou examiner l'authenticité du visa, ou si les conditions d'entrée ou de séjour sur le territoire suisse sont remplies,
    - 3. pour identifier toute personne non détentrice d'un visa, qui ne remplit pas ou plus les conditions d'entrée, ou de séjour sur le territoire suisse;
  - f. les autorités cantonales compétences en matière d'étrangers et les communes auxquelles les cantons ont délégué leurs compétences: pour accomplir les tâches qui leur incombent en matière de visas.
- <sup>2</sup> En tant que point d'accès central, la centrale d'engagement de fedpol peut consulter en ligne les données du C-VIS.
- <sup>3</sup> Les droits de consultation sont réglés à l'annexe 3.

## **Chapitre 5      Catégories de données à utiliser pour consulter le C-VIS**

### **Art. 12            Consultation aux frontières extérieures Schengen ou sur le territoire suisse**

<sup>1</sup> La consultation du C-VIS à des fins de contrôle aux points de passage des frontières extérieures Schengen a lieu conformément à l'art. 18, par. 1 et 2, du règlement VIS CE<sup>15</sup>, à l'aide du numéro de la vignette visa seule, ou en combinaison avec la vérification des empreintes digitales du titulaire du visa.

Les catégories de données énoncées à l'art. 18, par. 4, du règlement VIS CE peuvent être consultées si le résultat de la recherche est positif.

<sup>2</sup> La consultation du C-VIS à des fins de contrôle de l'identité du détenteur de visas et de l'authenticité des visas et si les conditions d'entrée ou de séjour sur le territoire sont remplies, a lieu conformément à l'art. 19, par. 1, du règlement VIS CE, à l'aide du numéro de la vignette visa, en combinaison avec la vérification des empreintes digitales du titulaire du visa ou uniquement du numéro de vignette visa.

Les catégories de données énoncées à l'art. 19, par. 2, du règlement VIS CE peuvent être consultées si le résultat de la recherche est positif.

<sup>3</sup> Pour les titulaires de visa dont les empreintes digitales ne peuvent être utilisées, la recherche est effectuée à l'aide du seul numéro de vignette visa.

<sup>4</sup> En cas d'échec de la vérification ou de doute quant à l'identité de la personne, une recherche peut être effectuée au moyen des seules empreintes digitales dans le système.

<sup>15</sup> Cf. note de bas de page relative à l'art. 2, let. a.

<sup>5</sup> En cas d'échec de la recherche au moyen des empreintes digitales, une recherche peut être effectuée en combinaison avec la nationalité actuelle et de naissance au moyen:

- a. des prénom, nom, sexe, nom de naissance (nom antérieur), date, lieu et pays de naissance;
- b. du type et du numéro de document de voyage, de l'autorité l'ayant délivré et de sa date de délivrance et d'expiration.

<sup>6</sup> Les catégories de données énoncées à l'art. 20, par. 2, du règlement VIS CE peuvent être consultées si le résultat de la recherche est positif.

<sup>7</sup> A l'unique fin d'identification d'une personne qui n'est pas détentrice d'un visa, une recherche peut être effectuée à l'aide des empreintes digitales. Si ces empreintes digitales ne peuvent être utilisées ou en cas d'échec de la recherche, une recherche peut être effectuée conformément à l'al. 5.

### **Art. 13** Consultation afin de déterminer l'Etat Dublin compétent

<sup>1</sup> La consultation du C-VIS dans le but de déterminer quel est l'Etat Dublin compétent au sens des art. 9 et 21 du règlement (CE) n° 343/2003<sup>16</sup> a lieu au moyen des empreintes digitales du demandeur d'asile.

<sup>2</sup> En cas d'échec de la vérification au moyen des empreintes digitales une recherche peut être effectuée en combinaison avec la nationalité actuelle et de naissance au moyen:

- a. des prénom, nom, sexe, nom de naissance (nom antérieur), date, lieu et pays de naissance;
- b. du type et du numéro de document de voyage, de l'autorité l'ayant délivré et de sa date de délivrance et d'expiration.

<sup>3</sup> En cas de résultat positif de la recherche et si un visa a été délivré ou prolongé et qu'il a expiré pas plus de 6 mois avant le dépôt de la demande d'asile, les catégories de données énoncées à l'art. 21, par. 2, du règlement VIS CE<sup>17</sup> peuvent être consultées.

<sup>4</sup> La consultation de données de demandes liées n'est possible que quand il s'agit de demandes qui ont été liées en raison de l'appartenance familiale (groupe famille).

### **Art. 14** Consultation afin d'examiner une demande d'asile

<sup>1</sup> La consultation du C-VIS dans le but d'examiner une demande d'asile a lieu au moyen des empreintes digitales du demandeur d'asile.

<sup>16</sup> Règlement CE n° 343/2003 du Conseil du 18 février 2003 établissant les critères et mécanismes de détermination de l'Etat membre responsable de l'examen d'une demande d'asile présentée dans l'un des Etats membres par un ressortissant d'un pays-tiers, JO L 50 du 25. 2.2003, p. 1.

<sup>17</sup> Cf. note de bas de page relative à l'art. 2, let. a.

<sup>2</sup> En cas d'échec de la vérification au moyen des empreintes digitales une recherche peut être effectuée en combinaison avec la nationalité actuelle et de naissance au moyen:

- a. des prénom, nom, sexe, nom de naissance (nom antérieur), date, lieu et pays de naissance;
- b. du type et du numéro de document de voyage, de l'autorité l'ayant délivré et de sa date de délivrance et d'expiration.

<sup>3</sup> En cas de résultat positif de la recherche et si un visa a été délivré, les catégories de données énoncées à l'art. 22, par. 2, du règlement VIS CE<sup>18</sup> peuvent être consultées.

## **Chapitre 6 Obtention des données du C-VIS par l'intermédiaire du point d'accès central**

### **Art. 15** Autorités fédérales

Les autorités fédérales autorisées au sens de l'art. 109a, al. 3, let. a à c, LEtr, sont:

- a. auprès de fedpol: la Police judiciaire fédérale;
- b. auprès du Service de renseignement de la Confédération:
  1. la division acquisition,
  2. la division analyse,
  3. la coordination lutte contre le terrorisme,
  4. la coordination service de renseignement prohibé,
  5. la coordination lutte contre l'extrémisme,
  6. la coordination non-prolifération,
  7. le domaine service des étrangers;
- c. auprès du Ministère public de la Confédération:
  1. le service juridique: pour exécuter des arrêts de la Cour des affaires pénales du Tribunal pénal fédéral, en particulier en application de l'art. 82, al. 1, de l'ordonnance du 24 octobre 2007 relative à l'admission, au séjour et à l'exercice d'une activité lucrative (OASA)<sup>19</sup>,
  2. les domaines Entraide judiciaire internationale (ECI), Protection de l'Etat, terrorisme, criminalité économique (Berne) et criminalité économique, crime organisé, blanchiment d'argent (antennes de Lausanne, Lugano et Zurich): pour la lutte contre les crimes et délits internationaux et poursuite des infractions soumises à la juridiction fédérale selon les art. 336 et 337 du Code pénal<sup>20</sup>;

<sup>18</sup> Cf. note de bas de page relative à l'art. 2, let. a.

<sup>19</sup> RS 142.201

<sup>20</sup> RS 311.0

**Art. 16** Autorités cantonales

Les autorités cantonales autorisées au sens de l'art. 109a, al. 3, let. d, LEtr sont:

- a. les polices cantonales;
- b. la police communale de la ville de Zurich, de Winterthur, de Lausanne, de Chiasso et de Lugano;
- c. les autorités de poursuites pénales par le biais des polices cantonales.

**Art. 17** Procédure d'obtention des données

<sup>1</sup> Les unités opérationnelles des autorités autorisées visées aux art. 15 et 16 présentent une demande motivée d'accès aux données du C-VIS à la centrale d'engagement de fedpol, par voie électronique.

<sup>2</sup> En cas d'urgence exceptionnelle, une unité opérationnelle peut présenter une demande par voie orale. La centrale d'engagement de fedpol traite immédiatement la demande et vérifie ultérieurement si toutes les conditions de l'art. 18 sont remplies, et qu'il s'agissait véritablement d'un cas exceptionnel. La vérification ultérieure a lieu immédiatement après le traitement de la demande.

<sup>3</sup> fedpol règle les modalités de la procédure dans un règlement de traitement.

**Art. 18** Conditions d'obtention des données

<sup>1</sup> La centrale d'engagement de fedpol vérifie:

- a. si les données sont nécessaires à la prévention, à la détection d'infractions terroristes ou d'autres infractions pénales graves visées à l'annexe 4, ou aux enquêtes en la matière;
- b. si un cas spécifique rend la transmission des données nécessaire;
- c. s'il existe des motifs raisonnables de considérer que la transmission des données contribuera de manière significative à la prévention ou à la détection des infractions visées à l'annexe 4, ou aux enquêtes en la matière.

<sup>2</sup> Si les conditions de l'al. 1 sont remplies, le point d'accès central accède au C-VIS uniquement par les catégories de données énoncées à l'art. 5, par. 2, de la décision du Conseil 2008/633/JAI<sup>21</sup> (décision VIS UE).

<sup>3</sup> Si le résultat de la recherche est positif, le point d'accès central transmet de manière sécurisée les données mentionnées à l'art. 5, par. 3, de la décision VIS UE à l'unité opérationnelle.

<sup>21</sup> Décision 2008/633/JAI du Conseil du 23 juin 2008 concernant l'accès en consultation au système d'information sur les visas (VIS) par les autorités désignées des États membres et par l'Office européen de police (Europol) aux fins de la prévention et de la détection des infractions terroristes et des autres infractions pénales graves, ainsi qu'aux fins des enquêtes en la matière, dans sa version conforme au JO L 218 du 13.8.2008, p. 129.

**Art. 19** Echange de données avec des Etats de l'UE à l'égard desquels le règlement VIS n'est pas entré en vigueur

<sup>1</sup> Les Etats membres de l'UE à l'égard desquels le règlement VIS CE<sup>22</sup> n'est pas entré en vigueur peuvent adresser leurs demandes en vue d'obtenir des données du C-VIS aux autorités visées aux art. 15 et 16.

<sup>2</sup> La centrale d'engagement de fedpol est responsable de l'examen de ces demandes.

<sup>3</sup> La procédure est régie par l'art. 17.

<sup>4</sup> La centrale d'engagement de fedpol peut adresser une demande à l'autorité compétente d'un Etat membre de l'UE à l'égard duquel le règlement VIS CE n'est pas entré en vigueur en vue d'obtenir des informations en matière de visas.

## Chapitre 7

### Traitement des données, sécurité des données et surveillance

#### Section 1 Traitement des données

**Art. 20** Principe en matière de traitement

Seules les autorités qui ont saisi des données transférées au C-VIS sont habilitées à les modifier.

**Art. 21** Conservation des données dans le système national d'information sur les visas

<sup>1</sup> Les données du système national d'information sur les visas sont conservées au maximum 5 ans.

<sup>2</sup> Ce délai débute:

- a. à la date d'expiration du visa: en cas de délivrance d'un visa;
- b. à la nouvelle date d'expiration du visa: en cas de prolongation d'un visa;
- c. à la date de la création du dossier de demande dans le système national d'information sur les visas: en cas de retrait, de clôture, ou d'interruption de la demande;
- d. à la date de la décision de l'autorité chargée des visas: en cas de refus, d'annulation, de révocation d'un visa.

**Art. 22** Effacement des données

<sup>1</sup> Lorsqu'une personne acquiert la nationalité suisse :

<sup>22</sup> Cf. note de bas de page relative à l'art. 2, let. a.

a. les autorités compétentes en matière de visa effacent sans délai les dossiers de demande de la personne concernée et les liens avec les dossiers de son conjoint ou de ses enfants, ou du groupe avec lequel il a voyagé, pour autant que les données relatives à la demande aient été saisies par les autorités suisses;

b. l'ODM informe sans délai le ou les Etats Schengen qui ont saisi les données sur les visas.

<sup>2</sup> Les autorités compétentes en matière de nationalité sont tenues d'informer l'ODM (section bases visa) de toute naturalisation.

<sup>3</sup> Si le refus d'un visa est annulé par l'instance de recours compétente, les données relatives au refus de l'octroi sont effacées par l'autorité qui a refusé le visa.

### **Art. 23**            Qualité des données

<sup>1</sup> L'ODM s'assure de l'exactitude des données et de la licéité du traitement des données dans le système national d'information sur les visas.

<sup>2</sup> Si des éléments indiquent que des données sont incorrectes ou qu'elles ne sont pas traitées conformément au droit, l'ODM doit être immédiatement informé.

<sup>3</sup> L'ODM prend immédiatement les mesures nécessaires dès qu'il a pris connaissance de données incorrectes ou qui ne sont pas traitées conformément au droit.

### **Art. 24**            Conservation des données du C-VIS

<sup>1</sup> Aucune donnée extraite du C-VIS ne peut être conservée dans le système national d'information sur les visas ou dans un autre fichier national.

<sup>2</sup> Si cela est nécessaire dans un cas individuel, des données du C-VIS peuvent être conservées dans le système national d'information sur les visas pour une durée limitée au traitement du cas considéré, conformément à l'art. 30 règlement VIS CE<sup>23</sup>.

<sup>3</sup> Les autorités visées aux art. 15 et 16 sont tenues de détruire les données reçues de la part de la centrale d'engagement de fedpol à moins que ces données se soient révélées nécessaires conformément aux fins de la décision VIS UE<sup>24</sup>.

<sup>4</sup> L'utilisation de données non conforme aux al. 1 à 3 constitue une utilisation frauduleuse de données au sens de l'art. 120d LEtr.

### **Art. 25**            Communication de données à des Etats tiers ou à des organisations internationales

<sup>1</sup> Les données traitées dans le système national d'information sur les visas et dans le C-VIS ne peuvent pas être communiquées à un Etat tiers ou à une organisation internationale.

<sup>23</sup> Cf. note de bas de page relative à l'art. 2, let. a.

<sup>24</sup> Cf. note de bas de page relative à l'art. 5, al. 1.

<sup>2</sup> Dans un cas individuel, les données suivantes du C-VIS relatives à une personne peuvent être communiquées à un Etat tiers ou à une organisation internationale au sens de l'annexe du règlement VIS CE<sup>25</sup> aux fins de prouver l'identité d'un ressortissant de pays tiers, y compris à des fins de retour, si les conditions de l'art. 31 du règlement VIS CE sont remplies:

- a. les nom, nom de naissance, prénoms, sexe, date de la demande, lieu et pays de naissance;
- b. nationalité actuelle et nationalité de naissance;
- c. type et numéro du document de voyage, autorité l'ayant délivré et date de délivrance et d'expiration;
- d. la résidence;
- e. pour les mineurs, les noms et prénoms de l'autorité parentale ou du tuteur légal.

<sup>3</sup> Les données du système national d'information sur les visas peuvent être communiquées dans un cas particulier conformément à l'art. 105 LETr.

**Art. 26** Déléation de tâches dans le cadre de la procédure de visa (Art. 98b LETr)

<sup>1</sup> Le DFAE et l'ODM s'assurent que le droit de l'Etat tiers dans lequel est mandaté un prestataire de services garantit le respect de la protection des données.

<sup>2</sup> Le DFAE établit une convention avec les prestataires de services chargés d'effectuer certaines tâches dans le cadre de la procédure de visa, conformément à l'article 43, par. 2, et à l'annexe X, du code des visas CE<sup>26</sup>.

<sup>3</sup> Il appartient au DFAE:

- a. de vérifier la solvabilité et la fiabilité des prestataires de services mandatés;
- b. de vérifier que le prestataire de services respecte les conditions et modalités fixées dans la convention visée à l'al. 2;
- c. de contrôler la mise en oeuvre de la convention visée à l'al. 2, conformément à l'art. 43, par. 11, du code des visas CE;
- d. de former le prestataire de service extérieur de sorte que celui-ci ait les connaissances nécessaires pour fournir un service adéquat et communiquer des informations suffisantes aux demandeurs;
- e. de garantir que les données transférées aux représentations suisses sont sécurisées au sens de l'art. 44, code des visas CE.

<sup>4</sup> Les représentations suisses peuvent en coopération avec d'autres représentations des Etats Schengen partager le même prestataire de service. Dans ce cas, les tâches de l'al. 3 sont effectuées en collaboration.

<sup>25</sup> Cf. note de bas de page relative à l'art. 2, let. a.

<sup>26</sup> Cf. note de bas de page relative à l'art. 5, al. 1.

<sup>5</sup> La Suisse est responsable en cas de manquement de la part des prestataires de service aux obligations relatives aux données à caractère personnel des demandeurs de visas.

<sup>6</sup> Les prestataires de services extérieurs peuvent facturer des frais pour leurs services en sus des taxes usuelles perçues pour l'octroi du visa selon le principe de couverture des frais effectifs. Conformément à l'art. 17, par. 4, du code des visas CE, l'émolument prélevé ne peut dépasser la moitié de l'émolument pour le visa.

<sup>7</sup> Conformément à l'art. 42 du code des visas CE, les consuls honoraires peuvent également accomplir tout ou partie des tâches prévues à l'art. 43, par. 6, du code des visas CE.

## **Section 2 Droits des personnes concernées**

### **Art. 27 Droit d'accès, de rectification et d'effacement des données**

<sup>1</sup> Si une personne fait valoir son droit d'accès, à la rectification, et à l'effacement des données du système national d'information sur les visas ou du C-VIS, elle doit justifier de son identité et présenter une demande écrite à l'ODM.

<sup>2</sup> L'ODM traite la demande de droit d'accès en accord avec l'autorité qui a saisi les données dans le système national d'information sur les visas ou l'Etat qui a transféré les données dans le C-VIS.

<sup>3</sup> Il enregistre toute demande de droit d'accès.

<sup>4</sup> Si une personne fait valoir son droit à la rectification, et à l'effacement de données du C-VIS qui n'ont pas été saisis par la Suisse, celle-ci doit prendre contact avec l'Etat qui a saisi les données sur les visas dans le délai de 14 jours et lui transmettre la demande. L'ODM informe la personne concernée de la transmission de la requête.

<sup>5</sup> Il traite une demande d'accès, de rectification ou d'effacement sans délai.

<sup>6</sup> Il confirme par écrit sans délai toute rectification ou effacement des données à la personne concernée, ou qu'il n'est pas disposé à rectifier ou à effacer les données, et pour quels motifs.

### **Art. 28 Obligation d'informer**

<sup>1</sup> Lors de la collecte des données biométriques et personnelles du demandeur, celui-ci est informé par écrit:

- a. de l'identité du maître de fichier;
- b. des finalités du traitement des données dans le système national d'information sur les visas et dans le C-VIS;
- c. des catégories de destinataires des données;

- d. de la durée de conservation des données dans le système national d'information sur les visas et dans le C-VIS;
- e. du caractère obligatoire de la saisie des données pour l'examen de la demande;
- f. de l'existence du droit d'accès, de rectification, d'effacement, des procédures à suivre pour exercer ces droits, des coordonnées du préposé fédéral à la protection des données et à la transparence (PF PDT).

<sup>2</sup> La personne physique ou morale adressant une invitation ou susceptible de prendre en charge les frais de subsistance durant le séjour du demandeur de visa reçoit également les informations de l'al. 1.

#### **Art. 29** Dommages-intérêts

La responsabilité en cas de dommages liés à l'exploitation du système national sur les visas se fonde sur la loi du 14 mars 1958 sur la responsabilité<sup>27</sup> et notamment par analogie sur ses art. 19a à 19c.

### **Section 3** **Sécurité des données, conseillers à la protection des données** **et surveillance du traitement des données**

#### **Art. 30** Sécurité des données

<sup>1</sup> La sécurité des données se fonde sur:

- a. l'ordonnance du 14 juin 1993 relative à la loi fédérale sur la protection des données<sup>28</sup>;
- b. la section relative à la sécurité informatique de l'ordonnance du 26 septembre 2003 sur l'informatique dans l'administration fédérale<sup>29</sup>;
- c. les directives du Conseil de l'informatique de la Confédération (CI) du 27 septembre 2004 concernant la sécurité informatique dans l'Administration fédérale<sup>30</sup>.

<sup>2</sup> L'ODM fixe les mesures organisationnelles et techniques prévues pour prévenir un traitement indu des données dans le règlement de traitement visé à l'art. 3, al. 2, et règle la journalisation automatique du traitement et de la consultation des données.

<sup>27</sup> RS 170.32

<sup>28</sup> RS 235.11

<sup>29</sup> RS 172.010.58

<sup>30</sup> Téléchargeables sous:  
<http://www.isb.admin.ch/themen/sicherheit/00150/00836/index.html?lang=fr>

**Art. 31**            Statistiques

<sup>1</sup> En collaboration avec l'Office fédéral de la statistique, l'ODM établit dans le cadre de l'accomplissement de ses tâches légales des statistiques périodiques sur la base des données enregistrées dans le système national d'information sur les visas.

<sup>2</sup> L'ODM publie les statistiques les plus importantes.

<sup>3</sup> Il peut, sur demande et pour répondre à leurs besoins, fournir des statistiques complémentaires aux autorités, aux particuliers ou à des organisations.

<sup>4</sup> En collaboration avec l'Office fédéral de la statistique, il peut également établir des statistiques concernant le C-VIS. Les accès à cette fin sont réglés dans l'annexe 3.

<sup>5</sup> Les statistiques ne peuvent en aucun cas servir à reconstituer des données personnelles par recoupement.

**Art. 32**            Conseillers à la protection des données

<sup>1</sup> Le conseiller à la protection des données du Département fédéral de justice et police (DFJP) contribue à faire respecter les dispositions relatives à la protection des données. Il coordonne l'exécution des tâches visées à l'al. 2 avec les offices concernés.

<sup>2</sup> Les conseillers à la protection des données des offices concernés veillent chacun dans leur domaine:

- a. à informer les personnes chargées du traitement des données;
- b. à former ces personnes;
- c. à effectuer les contrôles nécessaires;
- d. à combler rapidement les lacunes constatées;
- e. à signaler les besoins en matière de coordination au conseiller à la protection des données du DFJP.

**Art. 33**            Surveillance du traitement des données

<sup>1</sup> Les autorités cantonales de protection des données et le PFPDT collaborent activement dans le cadre de leurs compétences respectives et veillent à exercer une surveillance coordonnée du traitement des données personnelles.

<sup>2</sup> Dans l'exercice de ses tâches, le PFPDT collabore avec le Contrôleur européen de la protection des données; il est le point de contact national de ce dernier.

<sup>3</sup> Le PFPDT est l'autorité nationale au sens de l'art. 41, par. 1, du règlement VIS CE<sup>31</sup> et des art. 8, par. 5 et 11 de la décision VIS UE<sup>32</sup>. Il est chargé de remplir les tâches définies à ces articles.

<sup>31</sup> Cf. note de bas de page relative à l'art. 2, let. a.

<sup>32</sup> Cf. note de bas de page relative à l'art. 18, al. 2.

## Chapitre 8 Dispositions finales

### Art. 34 Abrogation du droit en vigueur

L'ordonnance VIS du ...<sup>33</sup> est abrogée.

### Art. 35 Modification du droit en vigueur

L'ordonnance SYMIC du 12 avril 2006<sup>34</sup> est modifiée comme suit:

Art. 3, al. 1, let. a

*Abrogé*

Annexe 1

L'annexe est modifiée comme suit:

*.....les champs de données relatifs aux visas (EVA) sont supprimés*

### Art. 36 Entrée en vigueur

La présente ordonnance entre en vigueur dès la mise en fonction du système d'information national sur les visas, le.....

<sup>33</sup> RO ...

<sup>34</sup> RS 142.513

*Annexe 1 (Art. 2, let. c et d)***1. Accords d'association à Schengen**

Les accords d'association à Schengen comprennent les accords suivants:

- a. Accord du 26 octobre 2004 entre la Confédération suisse, l'Union européenne et la Communauté européenne sur l'association de la Confédération suisse à la mise en œuvre, à l'application et au développement de l'acquis de Schengen<sup>35</sup>;
- b. Accord du 26 octobre 2004 sous forme d'échange de lettres entre le Conseil de l'Union européenne et la Confédération suisse concernant les Comités qui assistent la Commission européenne dans l'exercice de ses pouvoirs exécutifs<sup>36</sup>;
- c. Accord du 17 décembre 2004 entre la Confédération suisse, la République d'Islande et le Royaume de Norvège sur la mise en œuvre, l'application et le développement de l'acquis de Schengen et sur les critères et les mécanismes permettant de déterminer l'État responsable de l'examen d'une demande d'asile introduite en Suisse, en Islande ou en Norvège<sup>37</sup>;
- d. Accord du 28 avril 2005 entre la Confédération suisse et le Royaume de Danemark sur la mise en œuvre, l'application et le développement des parties de l'acquis de Schengen basées sur les dispositions du Titre IV du Traité instituant la Communauté européenne<sup>38</sup>;
- e. Protocole du 28 février 2008 entre la Confédération suisse, l'Union européenne, la Communauté européenne et la Principauté de Liechtenstein sur l'adhésion de la Principauté de Liechtenstein à l'accord entre la Confédération suisse, l'Union européenne et la Communauté européenne sur l'association de la Confédération suisse à la mise en œuvre, à l'application et au développement de l'acquis de Schengen<sup>39</sup>.

**2. Accords d'association à Dublin**

Les accords d'association à Dublin comprennent les accords suivants :

- a. Accord du 26 octobre 2004 entre la Confédération suisse et la Communauté européenne relatif aux critères et aux mécanismes permettant de déterminer l'Etat responsable de l'examen d'une demande d'asile introduite dans un Etat membre ou en Suisse<sup>40</sup>;

<sup>35</sup> RS **0.362.31**

<sup>36</sup> RS **0.362.1**

<sup>37</sup> RS **0.362.32**

<sup>38</sup> RS **0.362.33**

<sup>39</sup> RS .....

<sup>40</sup> RS **0.142.392.68**

- 
- b. Accord du 17 décembre 2004 entre la Confédération suisse, la République d'Islande et le Royaume de Norvège sur la mise en œuvre, l'application et le développement de l'acquis de Schengen et sur les critères et les mécanismes permettant de déterminer l'Etat responsable de l'examen d'une demande d'asile introduite en Suisse, en Islande ou en Norvège<sup>41</sup>;
  - c. Protocole du 28 février 2008 entre la Confédération suisse, la Communauté européenne et la Principauté de Liechtenstein à l'accord entre la Confédération suisse et la Communauté européenne relatif aux critères et mécanismes de détermination de l'Etat responsable de l'examen d'une demande d'asile présentée dans un Etat membre ou en Suisse<sup>42</sup>;
  - d. Protocole du 28 février 2008 entre la Confédération suisse, la Communauté européenne et la Principauté de Liechtenstein relatif à l'adhésion de la Principauté de Liechtenstein à l'accord entre la Confédération suisse et la Communauté européenne relatif aux critères et mécanismes de détermination de l'Etat responsable de l'examen d'une demande d'asile présentée dans un Etat membre ou en Suisse<sup>43</sup>.

<sup>41</sup> RS **0.362.32**

<sup>42</sup> RS **0.142.393.141**

<sup>43</sup> RS ...

*Annexe 2 (Art. 7, al. 1 et 10, al. 2 )***Accès au système national sur les visas****Légende***Niveaux d'accès*

A:	Consulter en ligne
B:	Traiter
Vide:	Pas d'accès

*Unités d'organisation*

CdC:	Centrale de compensation
CP:	Autorités cantonales de police
EC:	Offices de l'état civil et leurs autorités de surveillance, ainsi que l'Office fédéral de l'état civil
DFAE:	Département fédéral des affaires étrangères (Secrétariat d'Etat général, direction politique et affaires consulaires)
Fedpol:	Office fédéral de la police
– I:	Service juridique
– II:	Police judiciaire fédérale (PJF)
– III:	Bureau central national INTERPOL, Centrale d'engagement, Section Documents d'identités et recherches de personnes disparues, AFIS DNA Services, Section MROS.
– IV:	Section recherches RIPOL
DDPS:	Service de renseignement de la Confédération (SRC)
OCF:	Organes fédéraux et cantonaux de contrôle à la frontière
ODM:	Office fédéral des migrations
– I:	Section informatique et statistique
– II:	Division Admission et Séjour
– III:	Service des dossiers
– IV:	Domaine de direction Asile et Retour
– V:	Division Admission et marché du travail
OFJ:	Office fédéral de la justice, Division de l'entraide judiciaire internationale
PE:	Autorités cantonales, régionales et communales ainsi que de la Principauté du Liechtenstein chargées des questions relatives aux étrangers
RSE:	Représentations suisses à l'étranger et la Mission suisse auprès de l'ONU à Genève
TAF:	Tribunal administratif fédéral
– I:	Troisième cour du Tribunal administratif fédéral
– II:	Quatrième et cinquième cours du Tribunal administratif fédéral

Dénomination des champs de données	ODM I	ODM II	ODM III	ODM IV	ODM V	PE	OCF contrôle frontières	CP	EC	Fedpol I	Fedpol II	Fedpol III	Fedpol IV	SRC	TAF I	RSE	DFAE	TAF II	OFJ
<b>I. Données du dépôt de la demande</b>																			
Etat de la procédure: demande déposée	B	B	A	A	A	B	B	A	A	A	A	A		A	A	B	B		A
Autorité compétente, localisation	B	B	A	A	A	B	B	A	A	A	A	A		A	A	B	B		A
Sur mandat de représentation d'un autre Etat Schengen	B	B	A	A	A	B	B	A	A	A	A	A		A	A	B	B		A
Noms	B	B	A	A	A	B	B	A	A	A	A	A	A	A	A	B	B	A	A
Prénoms	B	B	A	A	A	B	B	A	A	A	A	A	A	A	A	B	B	A	A
Date de naissance	B	B	A	A	A	B	B	A	A	A	A	A	A	A	A	B	B	A	A
Lieu de naissance	B	B	A	A		B	B	A	A	A	A	A	A	A	A	B	B	A	A
Nationalité actuelle et de naissance	B	B	A	A		B	B	A	A	A	A	A	A	A	A	B	B	A	A
pays de naissance	B	B	A	A		B	B	A	A	A	A	A	A	A	A	B	B	A	A
Sexe	B	B	A	A		B	B	A	A	A	A	A	A	A	A	B	B	A	A
Type de document de voyage	B	B	A	A		B	B	A	A	A	A	A	A	A	A	B	B		A
Autorité émettrice	B	B	A	A		B	B	A	A	A	A	A	A	A	A	B	B		A
Numéro du document	B	B	A	A		B	B	A	A	A	A	A	A	A	A	B	B		A
Date de délivrance/expiration	B	B	A	A		B	B	A	A	A	A	A	A	A	A	B	B		A
Lieu et date de la demande	B	B	A	A	A	B	B	A	A	A	A	A	A	A	A	B	B		A
Hôte et/ou garant (noms, pré-noms, adresse) si organisation ou société, nom et adresse de la société ou organisation, nom et prénom de la personne de contact au sein de celle-ci	B	B	A	A		B	B	A		A	A	A	A	A		B	B		A

Dénomination des champs de données	ODM I	ODM II	ODM III	ODM IV	ODM V	PE	OCF contrôle frontières	CP	EC	Fedpol I	Fedpol II	Fedpol III	Fedpol IV	SRC	TAF I	RSE	DFAE	TAF II	OFJ
Etats Schengen de destination	B	B	A	A		B	B	A		A	A	A			A	B	B		A
Durée du séjour ou du transit prévu	B	B	A	A		B	B	A	A	A	A	A			A	B	B		
but(s) principaux du voyage	B	B	A	A	A	B	B	A	A	A	A	A			A	B	B		A
Dates prévues d'arrivée et de départ de l'espace Schengen	B	B	A	A		B	B	A			A	A				B	B		
Etat Schengen de la première entrée	B	B	A	A		B	B	A			A	A				B	B		
Adresse du domicile du demandeur	B	B	A	A		B	B	A	A	A	A	A	A	A	A	B	B	A	A
Profession actuelle et employeur pour étudiant, nom de l'établissement scolaire	B	B	A	A	A	B	B			A	A			A		B	B		A
Pour mineurs: nom et prénom de l'autorité parentale ou du tuteur légal	B	B	A	A	A	B	B		A						A	B	B		
Photographie du demandeur	B	B				B	B									B	B		
Empreintes digitales du demandeur	B	B				B	B									B	B		
<b>II. Données en cas de délivrance du visa</b>																			
Etat de la procédure (délivré)	B	B	A	A	A	B	B	A	A		A	A		A		B	B		
Lieu et date de la décision	B	B	A	A	A	B	B	A	A		A	A			A	B	B		
Autorité compétente et localisation	B	B	A	A		B	B	A	A		A	A			A	B	B		
Sur mandat de représentation d'un autre Etat Schengen	B	B	A	A		B	B	A	A							B	B		

Dénomination des champs de données	ODM I	ODM II	ODM III	ODM IV	ODM V	PE	OCF contrôle frontières	CP	EC	Fedpol I	Fedpol II	Fedpol III	Fedpol IV	SRC	TAF I	RSE	DFAE	TAF II	OFJ
Territoire sur lequel le titulaire est autorisé à voyager conformément au code des visas CE	B	B	A	A		B	B	A			A	A				B	B		
Nombre d'entrées autorisées durant la période de validité	B	B	A	A		B	B	A	A	A	A	A		A	A	B	B		A
Durée de validité du visa: dates du début et de l'expiration	B	B	A	A		B	B	A	A	A	A	A		A	A	B	B		A
Catégorie de visa	B	B	A	A	A	B	B	A	A	A	A								
Numéro de la vignette visa	B	B	A	A		B	B	A	A	A	A	A		A	A	B	B		A
Visa délivré sur un feuillet séparé (oui/non)	B	B	A	A		B	B	A	A	A	A	A		A		B	B		A
Vignette visa remplie à la main	B	B	A	A		B	B	A	A	A	A	A		A		B	B		A
<b>III. Données en cas d'interruption de l'examen de la demande</b>																			
Etat de la procédure: interrompu	B	B	A	A	A	B	B	A	A	A	A	A		A		B	B		
Lieu et date de la décision	B	B	A	A	A	B	B		A						A	B	B		
Autorité compétente et localisation	B	B	A	A		B	B		A						A	B	B	A	
Etat Schengen compétent pour traiter la demande	B	B	A	A		B	B		A						A	B	B	A	

Dénomination des champs de données	ODM I	ODM II	ODM III	ODM IV	ODM V	PE	OCF contrôle frontières	CP	EC	Fedpol I	Fedpol II	Fedpol III	Fedpol IV	SRC	TAF I	RSE	DFAE	TAF II	OFJ
<b>IV. Données en cas de refus du visa</b>																			
Etat de la procédure: refusé	B	B	A	A	A	B	B	A	A	A	A	A		A		B	B		
Pour le compte d'un autre Etat Schengen	B	B	A	A	A	B	B	A	A	A	A	A		A		B	B		
Lieu et date de la décision	B	B	A	A	A	B	B	A	A		A	A			A	B	B		
Autorité compétente et localisation	B	B	A	A		B	B		A						A	B	B		
Motifs du refus	B	B	A	A		B	B	A	A		A	A			A	B	B		
<b>V. Données en cas d'annulation ou de révocation du visa</b>																			
Etat de la procédure: annulation, révocation	B	B	A	A	A	B	B	A	A	A	A	A		A		B	B		
Lieu et date de la décision	B	B	A	A	A	B	B	A	A		A	A			A	B	B		
Autorité compétente et localisation	B	B	A	A		B	B	A	A						A	B	B	A	
Nouvelle date d'expiration	B	B	A	A		B	B	A	A		A	A				B	B		
Motifs d'annulation, ou de révocation	B	B	A	A	A	B	B	A	A	A	A	A	A		A	B	B		

Dénomination des champs de données	ODM I	ODM II	ODM III	ODM IV	ODM V	PE	OCF contrôle frontières	CP	EC	Fedpol I	Fedpol II	Fedpol III	Fedpol IV	SRC	TAF I	RSE	DFAE	TAF II	OFJ
<b>VI. Données en cas de prolongation du visa</b>																			
Etat de la procédure: prolongation	B	B	A	A	A	B	B	A	A	A	A	A	A	A		B	B		
Lieu et date de la décision	B	B	A	A	A	B	B		A		A	A			A	B	B		
Autorité compétente et localisation	B	B	A	A		B	B		A						A	B	B		
Dates de début et d'expiration de la période prolongée	B	B	A	A	A	B	B	A	A	A	A	A		A	A	B	B		A
Numéro de la vignette visa du visa prolongé	B	B	A	A		B	B	A	A	A	A	A		A	A	B	B		A
La période de prolongation de la durée du séjour autorisée	B	B	A	A		B	B	A	A	A	A	A		A	A	B	B		A
Territoire sur lequel le titulaire du visa est autorisé à voyager si la validité territoriale diffère du visa d'origine	B	B	A	A		B	B	A		A	A	A		A	A	B	B		A
Type de visa prolongé	B	B	A	A		B	B	A	A	A	A	A		A	A	B	B		A
Motifs de la prolongation	B	B	A	A		B	B	A	A	A	A	A		A	A	B	B		A
<b>Autre</b>																			
Dossiers liés (parenté: conjoint, enfants)	B	B	A	A	A	B	B	A		A	A	A		A	A	B	B		A
Dossiers liés (groupe)	B	B	A	A	A	B	B	A		A	A	A		A	A	B	B		A
Dossiers successifs du demandeur	B	B	A	A	A	B	B	A	A	A	A	A		A	A	B	B		A
<b>VII. Données utiles uniquement aux autorités suisses</b>																			
Date effective d'entrée en Suisse	B	B	A	B	A	B	B	A		A	A	A	A	A	A	B	B	A	A

Dénomination des champs de données	ODM I	ODM II	ODM III	ODM IV	ODM V	PE	OCF contrôle frontières	CP	EC	Fedpol I	Fedpol II	Fedpol III	Fedpol IV	SRC	TAF I	RSE	DFAE	TAF II	OFJ
Autorisation valable du/au	B	B	A	A	A	B	B	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A
Autorité émettrice du titre de séjour	B	B	A	A	A	B	B	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A		A
Nombre des membres de la famille faisant partie du voyage	B	B	A	A	A	B	B	A		A	A	A		A	A	B	B		A
Date de l'établissement de la déclaration de prise en charge (Verpflichtungserklärung)	B	B	A	A	A	B	B									B	B		
Identité et profession des membres de la famille	B	B	A	A	A	B	B	A		A		A		A		B	B		
Catégorie d'étranger du conjoint	B	B	A	B	A	B	B									B	B	A	
Catégorie d'étranger du partenaire enregistré	B	B	A	B	A	B	B									B	B	A	
Conditions d'entrée en Suisse	B	B	A	A	A	B	B	A	A	A	A	A		A	A	B	B		A
Le conjoint est suisse	B	B	B	A	A	B	B	A		A	A	A		A	A			A	A
Le partenaire enregistré est suisse	B	B	B	A	A	B	B	A		A	A	A		A	A			A	A
L'un des parents est suisse	B	B	B	A	A	B	B	A		A	A	A		A	A				A
Etat-civil	B	B	A	A	A	B	B	A	A	A	A	A	A	A	A	B	B	A	A
Adresse postale	B	B	A	A	A	B	B		A						A	A	B	A	A
Couverture des frais de séjour	B	B	A	A	A	B	B									B	B		
Déclaration de prise en charge oui/non	B	B	A	A	A	B	B									A	A		
Avis temporaire de transmission	B	B	A	A	A	B	B									B	B		
Autre type de visa (ex. D visa)	B	B	A	A	A	B	B	A	A	A	A	A		A	A	B	B		A

Dénomination des champs de données	ODM I	ODM II	ODM III	ODM IV	ODM V	PE	OCF contrôle frontières	CP	EC	Fedpol I	Fedpol II	Fedpol III	Fedpol IV	SRC	TAF I	RSE	DFAE	TAF II	OFJ
Désignation du poste-frontière/ fonctionnaire	B	A	A	A	A	A	B	A		A	A	A		A	A	A	A		A
Rapport de contrôle à la frontière	B	A	A	A	A	A	B	A		A	A	A		A	A	A	A		A
Numéro du poste-frontière	B	A	A	A	A	A	B	A		A	A	A		A	A	A	A		A
Numéro personnel SYMIC	B	B	A	A	A	B	B	A	A	A	A	A	A	A	A	B	B	A	A
Numéro de contrôle du processus (PCN)	B	A	A	A	A	A	B	A		A	A	A	A	A	A	B	A		A
Décision d'entrée valable à partir du/jusqu'au	B	B	A	A	A	B	B	A	A	A	A	A		A	A	A	A	A	A
Durée du séjour autorisé par le visa (> 90 jours)	B	B	A	A		B	B	A	A	A	A	A		A		B	B		A
Communication des visas délivrés	B	B	A	A		B	B		A	A	A	A		A		B	B	A	A

*Annexe 3 (Art. 11, al. 3)***Accès au VIS central****Légende***Niveaux d'accès*

A: Consulter en ligne  
 Vide: Pas d'accès

*Unités d'organisation*

CP Autorités cantonales de police opérant sur le territoire suisse  
 DFAE: Département fédéral des affaires étrangères  
 (Secrétariat d'Etat général et direction politique)  
 OCF: Organes fédéraux et cantonaux de contrôle à la frontière extérieure  
 Schengen et procédant à des contrôles sur le territoire suisse  
 ODM: Office fédéral des migrations  
 – I: Section informatique et statistique  
 – II: Collaborateur spécialisé dans le domaine des visas  
 (sections spécialisées régionales visas, section frontières, identifica-  
 tion et échange de données, Bureau VISION)  
 – III: Collaborateur spécialisé dans le domaine de l'asile  
 (collaborateurs de la procédure d'asile, sections Dublin)  
 PE: Autorités cantonales migratoires compétentes en matière de visas  
 ainsi que les communes auxquelles ces compétences ont été délè-  
 guées.  
 point d'accès central de fedpol la centrale d'engagement  
 RSE: Représentations suisses à l'étranger et Mission suisse auprès de  
 l'ONU à Genève

**VIS central**

Dénomination des Champs de données	ODM I	ODM II visas	ODM III asile	PE	OCF contrôle fron- tières, polices aéroportuaires	RSE	DFAE	CP sur territoire	point d'accès central fedpol
<b>I. Données du dépôt de la demande</b>									
Numéro de la demande	A	A	A	A	A	A	A	A	A
Etat de la procédure: demande déposée	A	A			A	A	A	A	A
Autorité compétente, localisation	A	A			A	A	A	A	A
Sur mandat de représentation d'un autre Etat Schengen	A	A	A		A	A	A		A
Nom, noms de naissance (ou antérieurs)	A	A	A	A	A	A	A	A	A
Prénoms	A	A	A	A	A	A	A	A	A
Date de naissance	A	A	A	A	A	A	A	A	A
Lieu de naissance	A	A	A	A	A	A	A	A	A
Nationalité actuelle	A	A	A		A	A	A	A	A
Nationalité à la naissance	A	A	A		A	A	A	A	A
Pays de naissance	A	A	A	A	A	A	A	A	A
Sexe	A	A	A	A	A	A	A	A	A
Type de document de voyage	A	A	A	A	A	A	A	A	A
Autorité émettrice	A	A	A	A	A	A	A	A	A
Numéro du document	A	A	A	A	A	A	A	A	A
Date de délivrance/expiration	A	A	A	A	A	A	A	A	A
Numéro de la vignette visa	A	A	A	A	A	A	A	A	A
Lieu et date de la demande	A	A			A	A	A	A	A

Dénomination des Champs de données	ODM I	ODM II visas	ODM III asile	PE	OCF contrôle fron- tières, polices aéroportuaires	RSE	DFAE	CP sur territoire	point d'accès central fedpol
Hôte et/ou garant (noms, prénoms, adresse) si société ou organisation nom et adresse de la société ou organisation, nom et prénom de la personne de contact au sein de celle-ci	A	A		A	A	A	A	A	A
Etats Schengen de destination	A	A			A	A	A	A	A
Durée du séjour ou du transit prévu	A	A			A	A	A	A	A
Buts principaux du voyage	A	A			A	A	A	A	A
dates prévues d'arrivée et de départ de l'espace Schengen	A	A			A	A	A	A	A
Etat Schengen de la première entrée	A	A			A	A	A	A	A
Adresse du domicile du demandeur	A	A			A	A	A	A	A
Profession actuelle et employeur pour étudiant, nom de l'établissement scolaire	A	A			A	A	A	A	A
Pour mineurs: nom et prénom de l'autorité parentale ou du tuteur légal	A	A			A	A	A	A	A
Photographie (s) du demandeur	A	A	A	A	A	A	A	A	A
Empreintes digitales du demandeur	A	A		A	A	A	A	A	A
Mention «sans objet» car empreintes ne peuvent être produites de fait	A	A		A	A	A	A		A
Mention «sans objet», car empreintes ne sont pas obligatoires	A	A		A	A	A	A		A

Dénomination des Champs de données	ODM I	ODM II visas	ODM III asile	PE	OCF contrôle fron- tières, polices aéroportuaires	RSE	DFAE	CP sur territoire	point d'accès central fedpol
------------------------------------	-------	-----------------	------------------	----	--	-----	------	----------------------	---------------------------------

<b>II. Données en cas de délivrance du visa</b>									
Etat de la procédure : soit visa délivré soit procédure close en raison du retrait du demandeur	A	A	A		A	A	A	A	A
Lieu et date de la décision	A	A	A		A	A	A	A	A
Autorité compétente et localisation	A	A	A		A	A	A	A	A
Pour le compte d'un autre Etat Schengen (oui/non)	A	A	A		A	A	A	A	A
Territoire sur lequel le titulaire est autorisé à voyager conformément au code des visas	A	A	A		A	A	A	A	A
Nombre d'entrées autorisées durant la période de validité	A	A	A		A	A	A	A	A
Durée de validité du visa: dates du début et de l'expiration	A	A	A		A	A	A		A
Type de visa	A	A	A		A	A	A	A	A
Numéro de la vignette visa	A	A	A	A	A	A	A	A	A
Visa délivré sur un feuillet séparé (oui/non)	A	A	A		A	A	A	A	A
Vignette visa remplie à la main	A	A	A		A	A	A	A	A
Durée du séjour autorisé par le visa	A	A	A		A	A	A	A	A
Date de délivrance de tout précédent visa	A	A		A	A	A	A		A

Dénomination des Champs de données	ODM I	ODM II visas	ODM III asile	PE	OCF contrôle fron- tières, polices aéroportuaires	RSE	DFAE	CP sur territoire	point d'accès central fedpol
------------------------------------	-------	-----------------	------------------	----	--	-----	------	----------------------	---------------------------------

<b>III. Données en cas d'interruption de l'examen de la demande</b>									
Etat de la procédure: interrompue	A	A			A	A	A	A	
Nom et localisation de l'autorité	A	A			A	A	A	A	
Lieu et date de la décision	A	A			A	A	A	A	
Etat Schengen compétent pour traiter la demande	A	A			A	A	A	A	
<b>IV. Données en cas de refus du visa</b>									
Etat de la procédure: refusé	A	A			A	A	A	A	A
Pour le compte d'un autre Etat Schengen	A	A			A	A	A	A	A
Nom et localisation de l'autorité	A	A			A	A	A	A	A
Lieu et date de la décision	A	A			A	A	A	A	A
Motifs du refus	A	A			A	A	A	A	A
<b>V. Données en cas d'annulation ou de révocation du visa</b>									
Etat de la procédure: annulation, révocation	A	A	A		A	A	A	A	A
Nom et localisation de l'autorité	A	A	A		A	A	A	A	A
Lieu et date de la décision	A	A	A		A	A	A	A	A
Nouvelle date d'expiration	A	A	A		A	A	A	A	A
Motifs d'annulation, ou de révocation (à insérer manuellement)	A	A	A		A	A	A	A	A

Dénomination des Champs de données	ODM I	ODM II visas	ODM III asile	PE	OCF contrôle fron- tières, polices aéroportuaires	RSE	DFAE	CP sur territoire	point d'accès central fedpol
------------------------------------	-------	-----------------	------------------	----	--	-----	------	----------------------	---------------------------------

<b>VI. Données en cas de prolongation du visa</b>									
Etat de la procédure: prolongation	A	A	A		A	A	A	A	A
Nom et localisation de l'autorité	A	A	A		A	A	A	A	A
Lieu et date de la décision	A	A	A		A	A	A	A	A
Dates de début et d'expiration de la période prolongée	A	A	A		A	A	A	A	A
Numéro de la vignette visa du visa prolongé	A	A	A		A	A	A	A	A
La période de prolongation de la durée du séjour autorisée	A	A	A		A	A	A	A	A
Territoire sur lequel le titulaire du visa est autorisé à voyager si la validité territoriale diffère du visa d'origine	A	A	A		A	A	A	A	A
Type de visa prolongé	A	A	A		A	A	A	A	A
Motifs de la prolongation	A	A	A		A	A	A	A	A
<b>Autre</b>									
Dossiers liés (parenté: conjoint, enfants)	A	A	A		A	A	A	A	
Dossiers liés (groupe)	A	A	A		A	A	A	A	
Dossiers successifs du demandeur	A	A			A	A	A		

*Annexe 4 (Art. 18, al. 1)*

Infractions selon le droit suisse qui correspondent ou sont équivalentes à celles prévues par les décisions-cadre 2002/584/JAI et 2002/475/JAI<sup>1</sup>

	Décisions-cadre 2002/584/JAI et 2002/475/JAI		Infractions selon le droit suisse
1.	Homicide volontaire, coups et blessures graves		Homicide (meurtre, assassinat, meurtre passionnel, meurtre sur la demande de la victime, infanticide, lésions corporelles graves) (art. 111 à 114, 116 et 122 CP <sup>2</sup> )
2.	Vols organisés ou avec arme		Vol et brigandage (art. 139, ch. 3, et 140 CP)
3.	Cybercriminalité		Soustraction de données, accès indu à un système informatique, détérioration de données, utilisation frauduleuse d'un ordinateur, obtention frauduleuse d'une prestation (art. 143, 143bis, 144bis, 147, al. 1 et 2, et 150 CP)
4.	Sabotage		Dompage à la propriété, incendie intentionnel, explosion, emploi, avec dessein délictueux, d'explosifs ou de gaz toxiques, fabriquer, dissimuler et transporter des explosifs ou des gaz toxiques, inondation (écroulement, dommage aux installations électriques, travaux hydrauliques et ouvrages de protection) (art. 144, 221, 223, 224, 226, 227 et 228 CP)
5.	Escroquerie		Escroquerie (art. 146, al. 1 et 2, CP)

6.	Fraude, y compris la fraude portant atteinte aux intérêts financiers des Communautés européennes au sens de la convention du 26 juillet 19953 relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes		Utilisation frauduleuse d'un ordinateur, abus de cartes-chèques et de cartes de crédit, filouterie d'auberge, obtention frauduleuse d'une prestation, atteinte astucieuse aux intérêts pécuniaires d'autrui, faux renseignements sur des entreprises commerciales, fausses communications aux autorités chargées du registre du commerce, falsification de marchandises, banqueroute frauduleuse et fraude dans la saisie, obtention frauduleuse d'un concordat judiciaire (art. 147 à 150, 151 à 155, 163 et 170 CP) Escroquerie en matière de prestations et de contributions prévue par la loi fédérale sur le droit pénal administratif (art. 14, al. 1, DPA <sup>4</sup> )
7.	Contrefaçon et piratage de produits		Falsification de marchandises (art. 155 CP) Violation du droit à la marque, usage frauduleux, usage d'indications de provenance inexactes (art. 61, al. 3, 62, al. 1 et 2, et 64, al. 2, LPM <sup>5</sup> ) Violation du droit sur un design (art. 41, al. 2, LDes <sup>6</sup> ) Violation du droit d'auteur, violation de droits voisins (art. 67, al. 2, et 69, al. 2, LDA <sup>7</sup> )
8.	Racket et extorsion de fonds		Extorsion et chantage (art. 156 CP)
9.	Détournement d'avion/navire		Extorsion et chantage, contrainte, séquestration et enlèvement, prise d'otage (art. 156, 181 et 183 à 185 CP)
10.	Trafic de véhicules volés		Recel (art. 160 CP)
11.	Traite des êtres humains		Traite d'êtres humains (art. 182 CP)
12.	Enlèvement, séquestration et prise d'otage		Séquestration et enlèvement, circonstances aggravantes, prise d'otage (art. 183 à 185 CP) Actes exécutés sans droit pour un Etat étranger (art. 271, ch. 2, CP)
13.	Exploitation sexuelle des enfants et pédopornographie		Mise en danger du développement de mineurs: actes d'ordre sexuel avec des enfants, pornographie (art. 187 et 197, ch. 3, CP)

14.	Viol		Viol (art. 190 CP)
15.	Incendie volontaire		Incendie intentionnel (art. 221 CP)
16.	Trafic illicite de matières nucléaires et radioactives		Danger imputable à l'énergie nucléaire, à la radioactivité et aux rayonnements ionisants, actes préparatoires punissables (art. 226bis et 226ter CP) Infractions aux mesures de sécurité et de sûreté de la loi sur l'énergie nucléaire (art. 88 LENU <sup>8</sup> )
17.	Faux monnayage, y compris la contrefaçon de l'euro		Fabrication de fausse monnaie, falsification de la monnaie (art. 240 et 241 CP)
18.	Falsification de moyens de paiement		Fabrication de fausse monnaie, falsification de la monnaie, mise en circulation de fausse monnaie, imitation de billets de banque, de pièces de monnaie ou de timbres officiels de valeur sans dessein de faux, importation, acquisition et prise en dépôt de fausse monnaie (art. 240 à 244 CP)
19.	Falsification de documents administratifs et trafic de faux		Faux dans les titres, faux dans les certificats, obtention frauduleuse d'une constatation fautive, faux dans les titres commis dans l'exercice de fonctions publiques (art. 251 à 253 et 317, ch. 1, CP)
20.	Participation à une organisation criminelle		Organisation criminelle, groupements illicites (art. 260ter et 275ter CP)
21.	Trafic illicite d'armes, de munitions et d'explosifs		Mise en danger de la sécurité publique au moyen d'armes (art. 260quater CP) Délits prévus par la loi sur les armes (art. 33, al. 1 et 3, LArm <sup>9</sup> )
22.	Terrorisme		Financement du terrorisme (art. 260quinquies CP)
23.	Racisme et xénophobie		Discrimination raciale (art. 261bis CP)

24.	Crimes relevant de la juridiction de la Cour pénale internationale		Génocide (art. 264 CP)
25.	Blanchiment du produit du crime		Blanchiment d'argent (art. 305bis CP)
26.	Corruption		Corruption d'agents publics suisses (corruption active, corruption passive, octroi d'un avantage, acceptation d'un avantage, corruption d'agents publics étrangers) (art. 322ter à 322septies CP) Corruption active et passive et concurrence déloyale telles que prévues par la loi fédérale contre la concurrence déloyale (art. 4a en relation avec l'art. 23 LCD <sup>10</sup> )
27.	Aide à l'entrée et au séjour irréguliers		Incitation à l'entrée, à la sortie ou au séjour illégaux (art. 116, al. 1, let. a, en relation avec l'al. 3, LEtr <sup>11</sup> )
28.	Trafic illicite de substances hormonales et autres facteurs de croissance		Disposition pénale de la loi fédérale encourageant la gymnastique et les sports <sup>12</sup> (art. 11f) Délits prévus par la loi sur les denrées alimentaires (art. 47, al. 1 et 2, LDAI <sup>13</sup> ) Délits prévus par la loi sur les produits thérapeutiques (art. 86, al. 1 et 2, LPT <sup>14</sup> )
29.	Trafic illicite de biens culturels, y compris antiquités et oeuvres d'art		Dispositions pénales prévues par la loi sur le transfert des biens culturels (art. 24 à 29 LTBC <sup>15</sup> )
30.	Trafic illicite d'organes et de tissus humains		Délits prévus par la loi relative à la recherche sur les cellules souches (art. 24, al. 1 à 3, LRCS <sup>16</sup> ) Utilisation abusive du patrimoine germinale et défaut de consentement ou d'autorisation selon la loi fédérale sur la procréation médicalement assistée (art. 32 et 34 LPMA <sup>17</sup> ) Délits prévus par la loi sur la transplantation d'organes, de tissus et de cellules <sup>18</sup> (art. 69, al. 1 et 2)
31.	Trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes		Dispositions pénales de la loi sur les stupéfiants (art. 19, ch. 1 et 2, LStup <sup>19</sup> )
32.	Crimes contre l'environnement, y compris le trafic illicite d'espèces animales menacées et le trafic		Délits prévus par la loi sur la protection de l'environnement (art. 60, al. 1, LPE <sup>20</sup> ) Délits prévus par la loi sur la protection des eaux (art. 70, al. 1, LEaux <sup>21</sup> ) Dispositions pénales de la loi sur la radioprotection (art. 43 et 43a, al. 1, LRAp <sup>22</sup> ) Dispositions

	illicite d'espèces et d'essences végétales menacées		pénales de la loi sur le génie génétique (art. 35, al. 1 et 2, LGG <sup>23</sup> )

---

- <sup>1</sup> Décision-cadre du Conseil du 13 juin 2002 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre Etats membres, JO n° L 190 du 18.7.2002, p. 1 et décision-cadre du Conseil du 13 juin 2002 relative à la lutte contre le terrorisme, JO n° L 164 du 22.6.2002, p. 3. <sup>2</sup> Code pénal, RS [311.0](#)
- <sup>3</sup> JO n° C 316 du 27.11.1995, p. 49
- <sup>4</sup> LF du 22 mars 1974 sur le droit pénal administratif, RS [313.0](#)
- <sup>5</sup> Loi du 28 août 1992 sur la protection des marques, RS [232.11](#)
- <sup>6</sup> Loi du 5 oct. 2001 sur les designs, RS [232.12](#)
- <sup>7</sup> Loi du 9 oct. 1992 sur le droit d'auteur, RS [231.1](#)
- <sup>8</sup> Loi du 21 mars 2003 sur l'énergie nucléaire, RS [732.1](#)
- <sup>9</sup> Loi du 20 juin 1997 sur les armes, RS [514.54](#)
- <sup>10</sup> LF du 19 déc. 1986 contre la concurrence déloyale, RS [241](#)
- <sup>11</sup> LF du 16 déc. 2005 sur les étrangers, RS [142.20](#)
- <sup>12</sup> LF du 17 mars 1972 encourageant la gymnastique et les sports, RS [415.0](#)
- <sup>13</sup> Loi du 9 oct. 1992 sur les denrées alimentaires, RS [817.0](#)
- <sup>14</sup> Loi du 15 déc. 2000 sur les produits thérapeutiques, RS [812.21](#)
- <sup>15</sup> Loi du 20 juin 2003 sur le transfert des biens culturels, RS [444.1](#)
- <sup>16</sup> Loi du 19 déc. 2003 relative à la recherche sur les cellules souches, RS [810.31](#)
- <sup>17</sup> LF du 18 déc. 1998 sur la procréation médicalement assistée, RS [810.11](#)
- <sup>18</sup> LF du 8 oct. 2004 sur la transplantation, RS [810.21](#)
- <sup>19</sup> Loi du 3 oct. 1951 sur les stupéfiants, RS [812.121](#)
- <sup>20</sup> Loi du 7 oct. 1983 sur la protection de l'environnement, RS [814.01](#)
- <sup>21</sup> LF du 24 janv. 1991 sur la protection des eaux, RS [814.20](#)
- <sup>22</sup> Loi du 22 mars 1991 sur la radioprotection, RS [814.50](#)
- <sup>23</sup> Loi du 21 mars 2003 sur le génie génétique, RS [814.91](#)